

Dépenses sociales : une croissance qui ne doit rien à la générosité

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1636

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013430>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Une croissance qui ne doit rien à la générosité

L'augmentation observée trouve son origine dans l'intégration statistique de l'assurance maladie et de la prévoyance professionnelle dans le calcul des dépenses ainsi que dans le faible dynamisme économique du pays.

Entre 1980 et 1998, les dépenses sociales de la Suisse ont passé de 16 à 28% du produit intérieur brut (PIB). C'est le plus fort taux de croissance de tous les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Voilà pour les faits, qui sont incontestables.

Ce qui est par contre contestable, c'est l'interprétation répétée à l'envi par les milieux patronaux et les partis bourgeois. Non, la Suisse ne s'est pas muée au cours des deux dernières décennies en un Etat social d'une générosité débordante. Trois raisons simples expliquent cette évolution.

La première tient à la prise en compte de l'assurance maladie (1996) et de la prévoyance professionnelle (1985) dans les dépenses sociales, dès lors que ces deux assurances sont devenues obligatoires. Cette nouvelle définition statistique explique la plus grande part de la croissance des dépenses sociales, quand bien même les prestations et les contributions financières n'ont guère évolué dans le même temps. En effet, la population n'avait pas attendu le caractère obligatoire de ces assurances pour s'y affilier.

Par ailleurs, cette forte croissance n'a pas propulsé la Suisse dans le club des

paradis sociaux. Notre pays n'a fait que rattraper le niveau moyen de protection sociale de l'OCDE.

Enfin, l'augmentation de la part des dépenses sociales dans le PIB résulte de notre faible croissance économique. Si nous avions fait jeu égal avec nos partenaires de l'OCDE, la quote-part des dépenses sociales n'aurait crû que de sept points, passant de 16 à 23%.

La conclusion est donc limpide : le problème helvétique ne réside pas dans le gonflement des dépenses sociales mais dans son anémique croissance économique. *jd*

Soins aux personnes handicapées (suite)

Le nouveau service privé d'utilité publique

Employeur

Les organismes de soins à domicile peuvent assurer pour la même personne prise en charge deux visites par jour au maximum. Au-delà, il faut recourir à l'hospitalisation provisoire ou durable. Or les personnes en situation de handicap requièrent des appuis plus fréquents, si l'on tient compte des soins, du ménage, de l'accompagnement, de la surveillance, ces besoins pouvant varier selon le degré d'impotence. Ils impliquent donc, si l'on refuse l'hébergement, la présence régulière au domicile d'une personne de confiance, choisie par la personne handicapée, agissant comme employeur. Cette solution n'est pas utopique.

Elle a été testée avec quinze personnes pendant deux ans par Pro Infirmis Vaud. Elle a fait l'objet d'une évaluation révélant et sa fiabilité et la satisfaction du bénéficiaire. L'engagement par la personne handicapée de «ses employés» implique toutefois le passage par une centrale qui effectue les démarches administratives (assurances sociales, permis de travail, impôt à la source, contrôle des jours de vacances). La tâche essentielle de cette centrale est de déterminer et quantifier les besoins d'aide et d'assurer un tarif correct des prestations.

Obstacles et nouvelle donne

Le financement du personnel privé révèle la complexité

des assurances sociales : la LAMal, les assurances maladie complémentaires, l'AI et son allocation pour impotence. Chacune surveille son territoire. Ainsi, les caisses maladie s'opposent à prendre en charge les soins de base si le personnel n'a pas la formation professionnelle exigée. Et les prestations complémentaires dont les plafonds ont pourtant été augmentés substantiellement, soumettent à leur tour ce financement à des conditions restrictives.

Mais il ne faut pas perdre de vue que la raison d'être du projet est d'éviter un placement en institution qui se révèle incontestablement plus coûteux, donc financièrement défavorable pour

l'Etat et les assurances. Le modèle de Pro Infirmis Vaud, malgré une mise à l'épreuve convaincante, malgré son apport inestimable à plus d'autonomie et de dignité, s'est heurté à l'organisation juridique et administrative. Il faudrait, pour le généraliser, lui assurer un cadre légal clair. Le transfert aux cantons de la compétence de gérer toute la problématique des institutions pour les personnes en situation de handicap devrait être l'occasion de ce cadrage.

Les cantons ont trois ans, et c'est une exigence légale, pour mettre au point leur stratégie. Le service privé qui s'adresse aux personnes handicapées en sera une donnée importante. *ag*